Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire, pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

Voix Ouvrière

ORGANE DE L'UNION COMMUNISTE (4e INTERNATIONALE)

Hebdomadaire : Parait le mercredi **N° 23 - NOUVELLE SERIE - 5e ANNEE 30 AVRIL 1968** **PRIX : 1 F**

1er MAI
RENOUER AVEC LA TRADITION

(Voir page 8)

VIETNAM : DES ATERMOIEMENTS QUI COUTENT Des Vies Des Deuils Des Destructions

IL y a près d'un mois maintenant que Johnson, par un discours retentissant, semblait avoir ouvert une voie vers la paix au Vietnam. Pourtant, les adversaires sont toujours à la recherche d'une ville susceptible d'accueillir leurs plénipotentiaires.

Il est même question, à l'heure où nous écrivons, que les représentants du Vietnam du Nord et des Etats Unis se rencontrent enfin à Varsovie... Ce serait pour y discuter de l'endroit dans lequel pourrait avoir lieu la rencontre préliminaire aux véritables négociations de paix.

(Suite page 4)

L'attentat contre Boumédienne
QUELQUES COUPS DE FEU ISOLÉS DANS LE GRAND SILENCE POLITIQUE DU PEUPLE ALGÉRIEN

(Voir page 2)

Boumédienne quittant l'hôpital après l'attentat avec, de gauche à droite : Cherif Belkacem, le commandant Belhaouche et Bouteflika. (Ph. A.F.P.)

Un peuple qui en opprime un autre n'est pas un peuple libre.

EN CHOISISSANT LE CAMP DES RÉACTIONNAIRES LES OUVRIERS ANGLAIS PREPARERAIENT LEUR PROPRE MISE AU PAS

(Voir page 6)

ROUMANIE :
LES DÉMOCRATIES POPULAIRES N'ÉVOLUENT PAS VERS LA GAUCHE MAIS VERS L'OUEST

IL ne se passe désormais pas une semaine sans que la presse, tant écrite que parlée, ne décèle quelques nouveaux progrès de la « libéralisation » qui serait en train de se produire dans les démocraties populaires.

(Suite page 3)

LA JOURNÉE DU 8 MAI EN BRETAGNE
TACTIQUE DES LUTTES REGIONALISÉES

(Voir page 5)

Quelques coups de feu isolés dans le grand silence politique du peuple algérien

A l'heure où nous écrivons ces lignes, le gouvernement algérien n'a rien précisé quant à l'identité ou à l'origine politique des auteurs de l'attentat manqué contre Boumédienne.

Il s'agissait, selon les informations fournies par la presse, d'un commando de quelques hommes portant des uniformes de C.N.S. (les C.R.S. algériens).

Ce n'était donc pas l'œuvre d'un isolé, agissant pour des motifs politiques ou personnels, mais on ne peut pas cependant écarter l'hypothèse d'un geste, conçu par plusieurs hommes certes, mais sans aucun lien avec l'un quelconque des mouvements politiques algériens.

Il n'existe pour personne dans l'Algérie d'aujourd'hui la possibilité d'intervenir dans la vie politique de façon ouverte et légale. Le peuple algérien qui pouvait vraiment croire, et qui l'a cru, il y a six ans, que l'avenir lui était ouvert est aujourd'hui un peuple déçu où les seules réalités du jour sont le chômage pour la moitié de la population active et la dictature militaire de plus en plus rigoureuse pour tous. Le peuple algérien est un peuple héroïque, aujourd'hui à l'abandon. C'est l'une des plus grandes tragédies de notre époque que ce peuple laissé en friche par ceux-là mêmes qui lui avaient fait connaître l'espoir et l'avaient mené au combat. Que dans ces conditions, des jeunes, ou des moins jeunes, ayant combattu pendant la guerre ou n'ayant connu de celle-ci que ses décevants lendemains n'aient trouvé comme seul moyen d'expression que l'attentat individuel, donné comme démonstration, comme exemple ou simplement comme punition, il n'y a rien d'étonnant. C'est le désespoir qui engendre le terrorisme individuel et l'histoire se répète là avec une triste uniformité. Que le régime Boumédienne suscite de tels actes, qu'ils renaissent constamment de la situation algérienne elle-même, il n'y aurait là donc rien de bien étonnant.

Cependant cet attentat peut être l'œuvre de l'une quelconque des tendances entre lesquelles se sont répartis les anciens dirigeants du F.L.N. successivement éliminés par Ben Bella d'abord, par Boumédienne ensuite.

Ce serait dans la logique politique de ces hommes qui répugnent pardessus tout à s'adresser aux masses en comptant sur leur initiative et en s'en remettant à elles et à elles seules. Toute l'histoire de l'Algérie depuis le premier jour de l'indépendance a montré que parmi les dirigeants du F.L.N., aucun n'a conçu d'autre arme politique que le recours à l'armée, ou au putsch (ce qui revient au même). Qu'aujourd'hui, alors que le putsch du colonel Zbiri a échoué en décembre, ces hommes en viennent à ce type d'action serait évidemment bien possible.

Nul d'entre eux, par exemple, n'a seulement tenté de faire appel aux masses — pourtant mobilisées à l'époque — dans les premiers temps de l'indépendance qui virent Ben Bella concentrer petit à petit tous les pouvoirs entre ses mains, écarter les uns après les autres les Ben Khedda, les Boudiaf, les Aït Ahmed, les Khidder, en s'appuyant de plus en plus sur la seule armée, jusqu'au jour où le chef de celle-ci, Boumédienne, décida de prendre directement en mains les rênes gouvernementales et mit, juste retour des choses peut-être, mais dernier pas vers la dictature militaire, Ben Bella lui-même à l'ombre.

Et pourtant, nombreux étaient, à la veille de l'indépendance, les militants d'extrême-gauche qui avaient placé tous leurs espoirs dans l'Algérie future.

Il leur semblait que la lutte du peuple algérien, une lutte impitoyable de plus de sept années contre l'impérialisme français, une lutte qui avait soulevé toute une population, qui avait vu tomber des centaines de milliers de martyres, ne pouvait pas ne pas déboucher sur des perspectives révolutionnaires.

Certains voyaient dans le F.L.N. l'organisation d'où sortirait le futur parti révolutionnaire algérien, dans le gouvernement algérien, sinon un Etat ouvrier « déformé », du moins un « gouvernement ouvrier et paysan ».

Et pourtant les faits leur ont infligé le plus cruel démenti. Certes, Boumédienne parle de « révolution socialiste ». Mais qui n'en parle pas de nos jours ? Et bien des militants algériens ne peuvent voir le ciel de ce socialisme-là, que derrière les barreaux des prisons de l'indépendance.

D'ailleurs, l'évolution future de l'Algérie indépendante était déjà inscrite en filigrane dans la politique du F.L.N. dès les premiers mois de son existence. Si celui-ci ne cessa de tendre une main fraternelle vers ceux que l'on appelait les « demi-rebelles », les Ferhat Abbas et les Farès, partisans de la collaboration avec la France, il s'opposa impitoyablement, y compris physiquement, à toutes les organisations qui essayèrent de mener une lutte autonome pour l'indépendance. Il contraignit le Parti Communiste Algérien à se dissoudre et à se fondre en son sein et ne laissa d'autres possibilités au M.N.A. de Messali Hadj que de disparaître purement et simplement, ou d'essayer de jouer les troisièmes forces auprès de l'impérialisme français.

Car les dirigeants du F.L.N. savaient que l'Algérie indépendante n'avait pas les moyens de s'offrir le « luxe » de la démocratie bourgeoise. L'Algérie était bien trop pauvre économiquement pour cela. La seule démocratie possible aurait été la dictature démocratique et révolutionnaire, les masses construisant leurs propres organes de pouvoir. Mais cela, c'est ce que les dirigeants du F.L.N. craignaient le plus au monde.

Ainsi, la dictature du parti unique était en germe, et qui plus est, en germe avoué, dans la politique du F.L.N. dès 1955. Et par la même occasion la dictature personnelle, car celle-ci est l'aboutissement de tout régime où la dictature d'un appareil minoritaire se prolonge un peu.

C'est pourquoi, quand bien même l'attentat du 25 avril aurait réussi, il n'aurait pas ouvert de nouvelles perspectives aux masses algériennes. Si un jour, les balles d'un tueur quelconque abattent Boumédienne, cela ouvrira sans doute une crise de succession au sein des couches dirigeantes algériennes. Mais un nouveau processus de sélection d'un dictateur commencera au même instant, qui ne prendra fin qu'avec l'installation d'un pouvoir exactement semblable au précédent. A moins que les masses elles-mêmes ne fassent irruption dans l'arène politique.

Mais pour que celles-ci puissent remporter des succès durables, encore faudrait-il qu'il existe là-bas une organisation révolutionnaire prolétarienne capable de diriger leurs luttes.

En Algérie comme ailleurs, le problème de la construction du Parti Révolutionnaire est le problème de notre époque.

C. JUNG.

ISRAËL : 20 ans après

COUP sur coup, les forces armées israéliennes ont, ces derniers jours, arrêté des jeunes d'une quinzaine d'années qui diffusaient des tracts appelant à la « résistance contre l'occupant », fait passer devant un tribunal militaire Kaysir Toubah, secrétaire de l'organisation internationale des étudiants palestiniens et disperser à Jérusalem une manifestation de femmes arabes qui protestaient contre le défilé militaire qui doit avoir lieu dans la ville le 2 mai prochain.

Dans l'actualité quotidienne israélienne, tous ces événements prennent évidemment l'apparence de faits divers. Depuis juin 1967, la répression sous toutes ses formes contre la population arabe est devenue le pain quotidien de l'armée israélienne et les journaux ne parlent plus que très occasionnellement de ce genre de répression. Mais la manifestation des femmes à Jérusalem a valeur de symbole.

En effet, le défilé militaire contre lequel elles protestent marquera le vingtième anniversaire de l'Etat d'Israël puisque c'est en effet le 2 mai 1948 que fut proclamé l'Etat d'Israël qui devait enfin, selon les sionistes, apporter aux Juifs du monde entier, la paix, la sécurité et même pour beaucoup le « socialisme ».

Aujourd'hui, vingt ans après, quel bilan tirer de tout cela ?

La paix est plus loin que jamais, la sécurité que l'on promettait à ceux qui montaient en Palestine est plus qu'alléatoire, quant au « socialisme » israélien il n'existe plus que dans la tête de quelques sionistes « de gauche ». Et s'ils risquent d'être finalement à long terme, les victimes de cette situation, les Juifs d'Israël en sont les principaux responsables.

Le « socialisme » des Moshavim et des Kibbutzim s'est fait sur le dos des masses arabes et contre elles. Les terres sur lesquelles ont été réalisées les expériences collectivistes avaient été rachetées aux féodaux après l'expulsion des paysans arabes qui les cultivaient depuis des siècles. Pour ces derniers que les sionistes-socialistes avaient « oubliés » dans leurs calcul, les « admirables réalisations du collectivisme » deviennent synonymes de famine et de misère.

Dans les villes, les syndicalistes juifs obligèrent les patrons juifs à n'employer que des ouvriers juifs sous peine de représailles. Et les « admirables réalisations de la Histadrut » (C.G.T.), syndicat auquel les ouvriers arabes n'étaient pas admis, devinrent pour ces derniers aussi synonymes de chômage.

Et finalement, la création d'un Etat Juif, c'est-à-dire raciste, ne fut que l'aboutissement logique de cette politique.

Vingt ans après, la population juive suit encore aveuglément les dirigeants sionistes, persuadés que les Arabes ont tous les torts.

Vingt après, le général Ezer Weizman, chef des opérations de l'armée israélienne, annonce l'implantation de Kibbutzim militaires en territoire occupé et Ygal Allon, « socialiste » et Ministre du Travail, appuie l'envoi de colons à Hébron en Cisjordanie.

Encore une fois, les « admirables réalisations du collectivisme » devant lesquelles se sont pâmés nombre « d'intellectuels de gauche » ne seront que des machines de guerre contre le peuple arabe de Palestine.

Et pourtant, ce n'était ni le courage, ni les bonnes intentions, ni l'abnégation qui faisaient défaut aux premiers colons juifs. De ces qualités, ils en avaient à revendre. Mais ce qu'ils n'ont jamais compris, et ce que leurs successeurs ne comprennent toujours pas, c'est qu'il n'existe pas une forme spécifique de socialisme réservé au seul peuple élu, que les alliés naturels des travailleurs et paysans juifs étaient les travailleurs et les paysans arabes et non les bourgeois juifs, et qu'un peuple, quelles que soient ses qualités intellectuelles et son niveau technologique, ne peut construire le socialisme dans un seul pays, encore moins dans une seule ferme.

Pour ne pas l'avoir compris, les Juifs d'Israël, vingt ans après, se trouvent, y compris ceux de gauche, dans la même situation que les Blancs d'Afrique du Sud ou de Rhodésie.

L. S.

DU CHAUVINISME

UN certain nombre d'intellectuels israéliens, groupés dans le « Mouvement anti-annexioniste israélien » viennent de publier à Londres (et en anglais) une revue, « Israel Imperial News » qui tend à montrer la réalité de la situation en Israël et dans les territoires occupés.

Ces intellectuels avaient déjà tenté de faire paraître en Israël même le magazine « Nim'as » (« Nous en avons marre ») mais devant les difficultés rencontrées se sont vu contraints à l'émigration. (Adresse : I.A.A.M., 96, Stanhope Street, London N W 1 - Angleterre.)

Cette revue publie notamment des photocopies de réclames parues dans la presse israélienne et qui toutes, quel que soit le produit qu'elles vantent (thé, oranges, pellicules photographiques, services bancaires...) exaltent la puissance de l'armée et la victoire israélienne de juin.

On y trouve également des lettres sur la situation et des extraits de la presse israélienne qui montrent le degré de militarisme et de chauvinisme auxquels sont parvenus certains journaux.

Nous publions ici, tiré de cette revue, un extrait de récits sur « l'armée victorieuse », paru dans le supplément du samedi de « Haaretz » grand quotidien d'information israélien sous le titre « L'unité 101 ».

« ...Deux heures plus tard, ils entendirent un bruit de voiture en marche. Un peu plus tard, des phares apparurent ; la voiture allait lentement en raison des risques de dérapages. C'était une voiture militaire de luxe. Meir se dressa au milieu de la route et leva la main ; la voiture s'arrêta en dérapant, Meir s'approcha, ouvrit la portière et dit au conducteur dans son arabe approximatif que sa dernière heure était venue et qu'il ferait mieux de faire ses prières. Le conducteur était élégamment vêtu ; il implora pour sa vie, et dit qu'il n'était pas citoyen jordanien, mais médecin libanais et n'avait rien à voir dans le conflit israélo-arabe. Meir sourit d'un air entendu et répondit que ce n'était pas au soldat d'interroger les condamnés à mort ; leur rôle se bornait à exécuter.

Jusqu'à ce jour il y a des disputes entre Meir et Kach pour savoir lequel des deux tira la balle qui tua le médecin libanais. »

Sans commentaire.

PERMANENCES

★ **PARIS :**

Ve arrondissement : Café « Le Petit Cardinal », 29, rue Monge. Métro : Cardinal-Lemoine, **tous les samedis, de 15 à 17 h.**

Xe arrondissement : au siège de VOIX OUVRIERE, **le samedi de 16 h à 20 h**, 29, rue Château-Landon, Paris-10e.

XIe arrondissement : Café « Au Rendez-vous des Chauffeurs », 33, av. Philippe-Auguste, **le mercredi, de 17 h 30 à 19 h.**

XIIIe arrondissement : Café « A l'Autobus - Chez Maxime », 117, avenue d'Italie. Métro : Maison-Blanche, le jeudi, 17 h 30 à 19 h.

XIVe arrondissement : Café Champagne, 127, avenue du Général-Leclerc. Métro : Porte d'Orléans : **le mercredi, de 18 h 15 à 19 h 15.**

XVe arrondissement : Café « Au Métro », place Balard, **tous les jeudis, de 17 h à 19 h.**

XVIIIe arrondissement : Café « Le Souterrain », 47, boulevard Ney. Métro: Porte de Clignancourt, **le mardi, de 17 h 30 à 19 h.**

★ **BANLIEUE :**

ASNIERES. — Café « Le Cadran », place Voltaire, **le mercredi de 18 h à 19 h.**

AULNAY-S/-BOIS. — Café « Le Commerce », 8, bd Gallieni (place de la gare), **tous les jeudis de 17 h 30 à 18 h 30.**

ARGENTEUIL. — « Café de Paris » 102, rue Paul-Vaillant-Couturier. **Tous les mardis de 18 h 45 à 19 h 45.**

BOULOGNE-BILLANCOURT. — Café « Le Phénix », 155, rue du Vieux-Pont de-Sèvres (angle rue du Clamart, face au marché). **Vendredi, de 18 h à 19 h.**

MONTREUIL. — « Le Tourangeau », 20, rue Gallieni (métro Croix de Chavaux), **le vendredi de 17 h 30 à 19 h.**

LEVALLOIS. — Café « Au Terminus du Métro ». (angle quai Michelet - rue A.-France), **tous les mercredis, de 17 h 30 à 19 h.**

★ **PROVINCE :**

BESANÇON. — « Café le National », quai de Strasbourg, **tous les mercredi** de 18 h à 19 h 30.

BORDEAUX. — Café « Le Régent », cours Victor-Hugo, **tous les vendredis de 18 h à 19 h.**

LYON. — Café « Le Clos Vert », 113, rue de la Guillotière (face église Saint-Louis), **le samedi, de 17 h à 20 h.**

— Café « **Les Etats-Unis** », 137, avenue du Pr-Beauvisage, Lyon-8e, **le mercredi, de 18 h à 19 h.**

— Café de l'Europe, 125, avenue Jean-Jaurès, Lyon-7e, **le jeudi de 17 à 18 heures.**

BRIVE. — Café du Musée, boulevard du Salan, **tous les jeudis, de 17 h à 19 h.**

CLERMONT-FERRAND : « Bar Square », place des Carmes-Déchaux, **le vendredi de 12 h à 14 h.**

— « Bar du Pont », rue Fontgière, **le vendredi de 12 h à 14 h.**

DIJON. — Café « La Renaissance », rue Chabot-Charny, **tous les vendredis, de 18 h à 19 h 30.**

GRENOBLE. — « Café d'Autrans », 5, cours Berriat, **tous les jeudis, de 17 h 30 à 19 h.**

— Café « Le Normandy », place Grenette, **tous les jeudis, de 15 à 17 h.**

LILLE. — Café « Le Saint-Michel », place Philippe-le-Bon, **tous les mercredis,** de 16 h à 17 h 30.

MARSEILLE. — Bar de la Treille, 15, place J.-Guesde (pl. d'Aix), **tous les jeudis de 18 h 30 à 19 h 30.**

ORLEANS. — Café - Bar de la Madeleine, 16, rue Porte de la Madeleine (en face de l'hôpital). **Tous les mercredis de 18 h à 19 h.**

SAINT-CHAMOND. — Au « Bon Accueil » (J. Jacquet), 6, rue Saint-Etienne, **tous les jeudis de 18 à 19 heures.**

ROUEN. — Café « Le Bretagne », **place du Vieux-Marché, tous les vendredis, de 17 h 30 à 19 h 30.**

SAINT-ETIENNE. — Café « Ambiance Bar », 2, rue des Tréfileries, **tous les jeudi de 14 h 30 à 15 h 30.**

SAINT-NAZAIRE. — Café « Paris-Sports », place Marceau, **le samedi, de 16 h à 17 h.**

SOCHAUX. — Café Allemann, le vendredi 26 avril, de 12 h 30 à 13 h 30.

TOULOUSE. — Café « Le Béarn », place Saint-Michel, **tous les vendredis,** de 18 h à 19 h 30.

ROUMANIE :
LES DÉMOCRATIES POPULAIRES N'ÉVOLUENT PAS VERS LA GAUCHE MAIS VERS L'OUEST

Après la dernière réunion du Comité Central du Parti Communiste Roumain, qui a destitué de ses fonctions Alexandru Draghici, ancien ministre de l'Intérieur dans les années 1950 e(c'est-à-dire à l'époque des purges), « Le Monde » du 28-29 avril écrit qu'« en réhabilitant spectaculairement MM. Patrascanu, « Foris et quelques autres « personnalités victimes des « purges de l'ère stalinienne, « M. Ceaucescu semble vouloir ravir à la Tchécoslovaquie de M. Dubcek la palme « de la libéralisation et engager lui aussi son pays dans « la voie nouvelle de l'ouverture démocratique ».

En fait, si en Tchécoslovaquie l'action du gouvernement Dubcek a consisté, sur le plan intérieur, a donner à tous les courants que l'on peut qualifier de droite, et notamment au clergé, une plus grande liberté de parole, Ceaucescu n'a, pour l'instant du moins, même pas été jusque-là.

Il s'est borné d'une part à dénoncer les « abus et les actes arbitraires » de l'ancien président de la République Gherghiu Dej et d'un certain nombre d'autres dirigeants du parti tels Draghici, Stoica, Apostol et Bodnaras, et de l'autre, à faire réhabiliter leurs victimes.

Toutes ces mesures correspondent sans doute à des luttes de tendances à l'intérieur du Parti Communiste Roumain, à la suite des accusations de Ceaucescu: toute une partie de la « vieille garde », au Comité Central depuis vingt ans, a été éliminée. Cependant rien ne permet jusqu'ici d'affirmer que Ceaucescu, ou quelqu'autre dirigeant roumain, prendra pour se rapprocher de l'occident la même voie que les dirigents tchèques. Ces derniers ont choisi, délibérément ou pas ce n'est pas le problème, de laisser la presse et les hommes s'exprimer librement... avec comme seules restrictions que n'importe qui n'a pas la possibilité de s'exprimer et que ce qu'on voit surtout ce sont des libertés accordées à qui s'exprime dans le sens du gouvernement, et des gages donnés à la droite — sociaux démocrates ou clergé — afin de se concilier les bonnes grâces de l'Occident. C'est un jeu risqué car ces libertés, quoique extrêmement limitées, le prolétariat peut ressentir un jour ou l'autre le besoin de les utiliser à son compte. C'est un risque que prennent les dirigeants tchèques, à tort ou à raison l'avenir le dira, mais rien ne prouve que les dirigeants roumains sont prêts à le prendre ou ont besoin de le prendre. L'éloignement de la sphère d'influence russe, commun à la Tchécoslovaquie et à la Roumanie (ainsi en fait qu'à toutes les « démocraties populaires ») n'implique pas obligatoirement les mêmes formes politiques, et il est quelque peu sommaire de la part des journalistes occidentaux de considérer que l'éloignement de l'U.R.S.S. implique tout naturellement la « démocratisation ». L'Espagne et la Grèce ne sont pas dans le camp soviétique que l'on sache. Il faut d'ailleurs un point de vue sérieusement orienté, cela s'appelle un point de vue de classe, pour appeler sans sourciller « libéralisation » et « démocratisation » ce qui se passe en Tchécoslovaquie.

Le gouvernement roumain prend ses distances à l'égard de l'URSS, il fait des œillades insistantes à l'Ouest, mais ce processus peut très bien ne s'accomplir que dans le cadre discret de la mince couche des dirigeants politiques du régime, sans aucune initiative risquant de susciter la moindre vague populaire.

Le P.C. roumain a fait connaitre son refus de participer à la seconde conférence des P.C. à Budapest, préparatoire à la réunion de tous les P.C. à Moscou.

Les dirigeants roumains font dépendre leur participation de l'engagement solennel que devraient prendre les participants de ne critiquer ni la politique intérieure ni la politique extérieure d'aucun parti frère et cela tant pendant la conférence elle-même que lors de la période de préparation de celle-ci.

Et, quelle que soit la forme aberrante que revête une telle proposition (car à quoi peut servir une telle conférence dans ces conditions ?), elle veut simplement démontrer que le P.C. roumain non seulement n'a plus d'ordre à recevoir de personne, mais qu'il n'acceptera même pas les critiques y compris, ou plutôt surtout, celles faites par « le grand parti frère » d'Union Soviétique.

Cette décision se situe dans la logique de la politique extérieure de la Roumanie qui, depuis quelques années, choisit de plus en plus ouvertement la rupture avec Moscou. Et de ce point de vue l'état roumain n'est pas un cas isolé.

Peu à peu, les uns après les autres, les Etats de démocraties populaires déchirent les liens auxquels, par le noyautage et par la force, la bureaucratie russe les avait enchaînés au lendemain de la seconde guerre mondiale.

En suivant une telle voie les appareils d'état de ces pays s'affirment ouvertement être des appareils nationaux bourgeois, ce qu'ils avaient d'ailleurs toujours été malgré la main-mise de la bureaucratie soviétique.

Et la presse occidentale salue chaque nouveau pas des dirigeants de ces pays sur la voie de l'éloignement d'avec l'U.R.S.S. car elle sait très bien qu'il signifie aussi un pas en avant vers les pays impérialistes.

En réalité le fondement de la politique roumaine n'est pas la « libéralisation » mais l'« occidentalisation ».

J. Stern.

Cercle Léon Trotsky

La prochaine réunion du cercle Léon Trotsky de Paris aura lieu

LUNDI 6 MAI

Au Palais de la Mutualité, 14, rue Saint-Victor
Salle C - 1er étage. 20 h 30
sur le sujet suivant :

ROUMANIE
POLOGNE
TCHÉCOSLOVAQUIE

QUE SE PASSE-T-IL DANS LES DÉMOCRATIES POPULAIRES ?

N.B. — Cette réunion n'est pas publique. Les invitations sont à retirer au siège du journal, à nos permanences ou à la librairie « La Nef de Paris », 25, rue des Boulangers, Paris-5e.

EN CHOISISSANT LE CAMP DES RÉACTIONNAIRES LES OUVRIERS ANGLAIS PRÉPARERAIENT LEUR PROPRE MISE AU PAS

La manifestation des dockers londoniens. (Photo U.P.I.)

10.000 dockers londoniens ont fait grève vendredi dernier pour que « l'Angleterre reste blanche ». Ils exprimaient ainsi leur soutien aux déclarations racistes du conservateur Powell qui a fait quelque scandale en demandant qu'on renvoie dans leur pays tous les gens de couleur qui travaillent actuellement en Grande-Bretagne.

— La campagne de Powell a été déclenchée par le projet de loi, récemment voté aux Communes, interdisant toute discrimination raciale dans l'emploi, les logements, etc.

Qu'un membre du parti conservateur prenne de telles positions n'étonnera que les hypocrites, et si les Tories se sont officiellement désolidarisés de Powell, c'est uniquement parce qu'ils estiment qu'il risque de choquer une partie de l'opinion et que le moment n'est pas venu de lancer ce genre de campagne.

Bien plus grave est le soutien que vient d'apporter une fraction de la classe ouvrière anglaise à un leader d'extrême-droite.

Car ces mêmes travailleurs qui sont aujourd'hui capables de faire grève contre des exploités encore plus misérables qu'eux, ont été incapables pendant les quatre années du ministère Wilson, de lutter pour défendre leurs propres intérêts.

Eux qui ont voté Travailliste parce qu'ils avaient l'illusion qu'un gouvernement se réclamant des travailleurs leur apporterait davantage que les Conservateurs, ont accepté toutes les mesures anti-sociales de Wilson. Alors que les prix ne cessaient de monter, le blocage des salaires était solidement maintenu. Le chômage s'est étendu au point d'en arriver à une situation catastrophique pour de nombreux travailleurs. Enfin, la dévaluation de la livre porte une nouvelle atteinte au niveau de vie de la classe ouvrière.

Tout cela a été accepté par les travailleurs ; les syndicats, porte-paroles du Labour Party dans les usines, ont volontairement respecté le blocage des salaires. Ils ont même été dans certains cas jusqu'à participer à la campagne « Back Britain », pour soutenir la livre en danger, et ont trouvé des travailleurs pour travailler gratuitement en heures supplémentaires, au nom de « l'intérêt national ».

Certes, le bilan de ces quatre années est plutôt sombre pour la classe ouvrière anglaise. En misant sur Wilson, elle a fait une erreur. Mais c'est une erreur infiniment plus grave de s'en prendre aux quelques milliers de travailleurs de couleur qui subissent une exploitation plus grande encore que celle des ouvriers « blancs ».

Pendant quatre ans, les travailleurs britanniques ont subi Wilson ; ils ont refusé de se heurter au gouvernement travailliste et à leurs exploiteurs, parce que la lutte aurait été dure et qu'il restait peut-être encore un espoir. Maintenant cet espoir a disparu, et certains trouvent plus facile de s'en remettre à une autre fraction de la classe dirigeante, celle qui brigue le pouvoir « pour que ça change ».

Effectivement, si les travailleurs britanniques choisissent cette voie, à l'instar des dockers, cela va changer pour eux. S'ils choisissent de prendre pour boucs émissaires tous ceux qui n'ont pas la même couleur de peau, s'ils préfèrent se battre contre la partie la plus misérable de la population plutôt que de s'en prendre à leurs véritables exploiteurs, s'ils espèrent de la bourgeoisie une « solution » qu'ils n'ont pas été capables de trouver jusqu'à présent, ils se réservent des lendemains sûrement bien plus dramatiques encore.

C'est parce qu'une partie d'entre elle a suivi l'antisémitisme d'Hitler que la classe ouvrière allemande a creusé sa propre tombe et qu'elle fut contrainte d'accepter des salaires de plus en plus bas, des conditions de travail intolérables, le rationnement, la terreur fasciste dans ses rangs, et l'hécatombe sur les champs de bataille.

Certes l'Angleterre n'en est pas à ce point actuellement. Mais, en soutenant la propagande raciste des éléments les plus réactionnaires de la bourgeoisie, les travailleurs anglais ne feraient qu'accélérer le processus entamé par Wilson.

Mais les jeux ne sont pas encore faits ; les 10 000 dockers qui se sont mis en grève, ne représentent heureusement pas toute la classe ouvrière anglaise. Leur réaction a bénéficié d'une grande publicité. D'autres voix se font entendre, il est à souhaiter qu'elles le fassent de plus en plus fort.

L. Tourfan.

DÉPORTATION

A Tarbes, un ouvrier espagnol du bâtiment, connu pour ses opinions anarchistes, s'est vu récemment signifier par la Sûreté Nationale un arrêté d'expulsion du département des Hautes-Pyrénées. Sa famille et lui-même devront dorénavant vivre dans le département de la Manche où ils sont assignés à résidence forcée.

Aucune charge n'a été retenue contre ce travailleur, aucun motif n'a accompagné cette mesure répressive. L'arrêté d'expulsion faisait simplement état de renseignements recueillis par la police franquiste dans la province de Barcelone. Les autorités françaises sont donc intervenues pour rendre service à leurs homologues espagnols qui désiraient éloigner de la frontière un ennemi du régime de Franco.

Que ce travailleur et sa famille retrouvent du travail et un logement dans le département de la Manche, voilà qui importe peu aux autorités qui ont pris l'arrêté d'expulsion. La police, qu'elle soit administrative ou judiciaire, se soucie fort peu de ces vulgaires problèmes matériels. Il est bien connu que la France est un pays où les traditions démocratiques sont bien vivantes. F.D.

DES ATERMOIEMENTS QUI COUTENT DES VIES, DES DEUILS, DES DESTRUCTIONS

(Suite de la première page)

Or pour l'instant, officiellement du moins, ces pourparlers ne concernent que les relations du Vietnam du Nord avec les Etats-Unis et laissent de côté le F.N.L. sud-vietnamien lui-même. A ce rythme, et les étapes semblant devoir se multiplier, le record de deux ans établi à Pan Mun Jon par les négociateurs américains et nord-coréens pour mettre fin à la guerre de Corée risque d'être largement battu.

Et comme d'habitude, devant ce qui lui semble des atermoiements incompréhensibles, l'opinion publique passe déjà de l'euphorie au scepticisme, en France du moins.

Comment peut-on en effet, lorsque l'on s'est déjà dit d'accord pour négocier, mettre tant de temps et faire tant de difficultés pour choisir un lieu de rencontre ? La première explication qui vient à l'esprit est celle de la mauvaise foi. Celle des Etats-Unis d'abord qui semblent avoir une curieuse conception du « n'importe où, n'importe quand » lancé par leur président, il y a déjà quelques temps il est vrai.

Mais l'intransigeance du Nord-Vietnam, qui a refusé la liste de 10 villes présentées par les U.S.A. pour s'en tenir à ses propres propositions, n'est sans doute pas mieux comprise.

Pourquoi ne pas prendre les Américains au mot, pensent beaucoup ? L'important ce sont les conditions auxquelles la guerre peut s'arrêter. Le lieu ou les lieux de la négociation sont tout à fait secondaires.

Les faits prouvent cependant le contraire. On n'a d'ailleurs jamais vu un belligérant accepter d'aller négocier n'importe où, au gré de l'adversaire. A moins qu'il ne soit totalement défait militairement, ce qui n'est le cas ni des uns ni des autres au Vietnam.

Le Nord-Vietnam est un petit pays aux ressources humaines et techniques forcément beaucoup plus limitées que celles des Etats-Unis. Pour assurer les liaisons de sa délégation avec Hanoï, chose absolument nécessaire, et les mettre à l'abri des indiscrétions des services de l'adversaire, chose non moins nécessaire, le mieux serait un pays géographiquement proche de lui et, surtout, politiquement distant des U.S.A. Le Cambodge répond à peu près à ces critères. En Asie du Sud-Est, la Chine mise à part, c'est le seul Etat où les services de la C.I.A. n'auraient sans doute pas toute facilité pour opérer. C'est sans doute ce qui explique l'insistance d'Hanoï pour que le lieu choisi soit Phnom Penh.

Bien sûr, le camp « socialiste » répond aussi à ce critère. Mais outre la répugnance certaine des U.S.A. à accepter un pays appartenant à l'autre bloc, un autre problème se pose alors aux Vietnamiens : celui d'échapper aux pressions des deux grands alliés, Russes d'une part, Chinois de l'autre, qui sont loin d'avoir forcément les mêmes intérêts qu'eux à défendre dans les négociations qui s'amorcent. C'est ce qui explique qu'ils ne semblent avoir vu jusqu'ici que Varsovie à pouvoir donner le minimum de garanties nécessaires.

Pour les Etats-Unis les problèmes ne se posent certes pas exactement de la même façon. Et bien que ce soient eux qui aient invoqué la question technique des communications pour récuser Phnom Penh, où ils n'ont plus d'ambassade, il est évident que la Maison Blanche et le Pentagone possèdent les moyens techniques pour établir des liaisons convenables et sûres avec n'importe quel point du globe.

La question pour eux est uniquement politique. En proposant ces négociations, ce qui était reconnaître un échec, le prestige des U.S.A. a été atteint. Mais ce n'est qu'une raison supplémentaire pour éviter tout geste superflu qui pourrait souligner la chose. Amener les Vietnamiens à négocier en un endroit choisi par les Américains aurait non seulement l'avantage de permettre une surveillance plus étroite et une pression plus importante sur la délégation adverse, mais surtout de sauver la face, ou du moins de limiter les dégâts déjà subis.

Pour cela, les Etats-Unis, bien qu'ils aient décidé de négocier, sont prêts à lanterner pendant des semaines sinon des mois. Des semaines et des mois qui accroîtront encore les destructions au Vietnam, les souffrances de la population et les morts vietnamiens et aussi américains. Mais ce n'est pas cette perspective qui peut troubler les dirigeants américains. Si cela était c'est la guerre elle-même qu'ils auraient évité d'entreprendre dans ce pays.

Pour eux, pour paraphraser une formule célèbre, la négociation ne doit être que la continuation de la guerre par d'autres moyens.

C'est pour cela qu'une perspective de pourparlers n'est pas la paix, et encore moins la paix dans les conditions souhaitées par le peuple vietnamien.

C'est pour cela que les adversaires de la guerre, surtout aux U.S.A., ont raison de rester mobilisés et de continuer la lutte. Même si la bourgeoisie américaine a déjà fait le choix de retirer ses troupes du Vietnam, de cette lutte dépendent encore pour une part que ce retrait soit plus ou moins rapide et aussi les conditions dans lesquelles le Vietnam sera laissé aux Vietnamiens.

J. MORAND.

LE SENS DE LA CANDIDATURE Mac CARTHY

D'APRES les observateurs, la campagne électorale américaine, engagée officieusement par les « primaries » marque le pas et ne passionne pas l'opinion. La surprise Mac Carthy puis l'opération Kennedy et en fin de compte le désistement de Johnson et l'offre de négociations au Vietnam, semblent avoir quelque peu désamorcé une campagne électorale qui s'annonçait anormalement « chaude ».

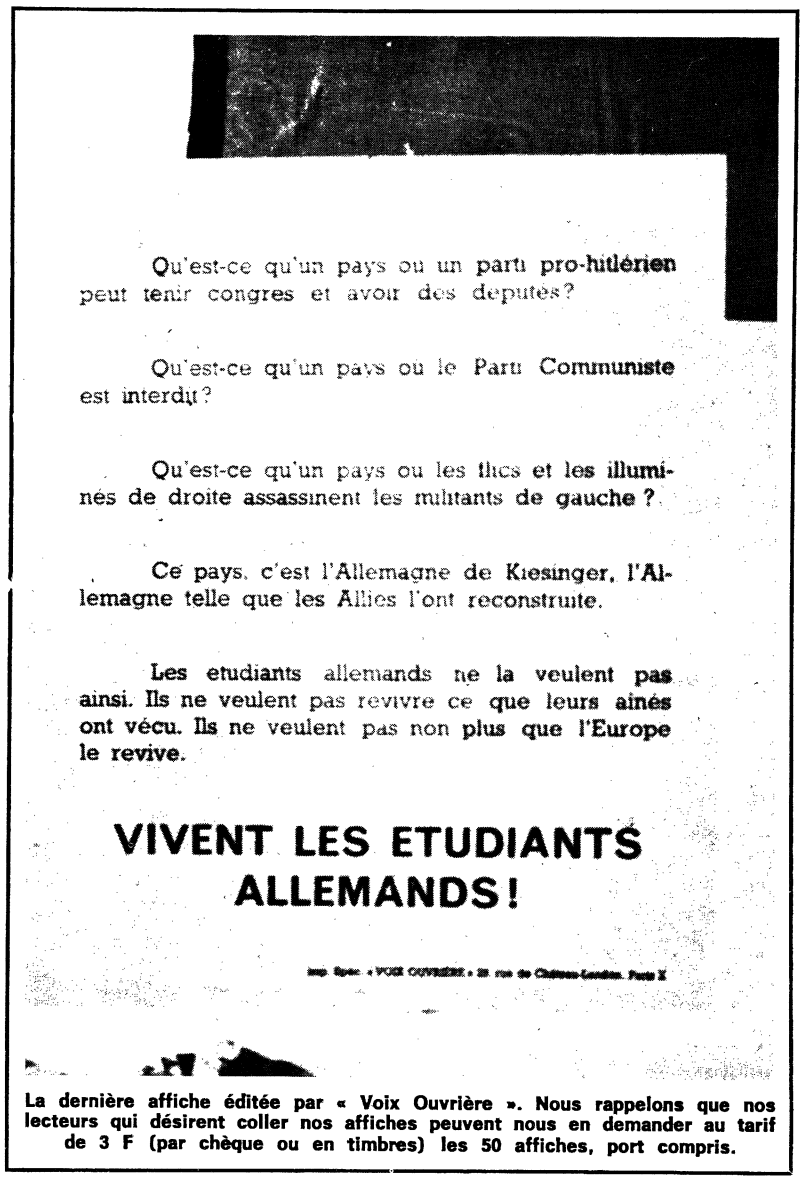
Cependant le succès persistant de Mac Carthy qui ne ménage pas ses critiques à la politique de Johnson et continue à réclamer la paix immédiate sans condition, constitue une indication précieuse pour les Etats-Majors du parti démocrate et du gouvernement lui-même. Le premier succès du sénateur avait semble-t-il surpris tout le monde. Cette victoire des « partisans de la paix » avait incité Kennedy à postuler pour l'investiture au sein du parti démocrate, contre Johnson, bien sûr, et sa politique de guerre, mais aussi contre Mac Carthy et sa politique de paix sans conditions. Kennedy avait pour lui, le prestige, la jeunesse, la fortune, la popularité du président assassiné, et une réputation bien entretenue (mais for mal étayée) d'homme de paix, de libéral, presque d'homme de gauche. Son programme était en retrait par rapport à celui de Mac Carthy mais sa candidature venant dans le sillage de la première, il pouvait espérer que l'américain moyen ne remarquerait pas la nuance et que la confusion tournerait à son profit.

Sur ces entrefaites, Johnson annonce sa décision de ne plus se présenter à la Maison Blanche. Le virage effectué sur le Vietnam par Johnson semble confirmer l'opinion générale, l'heure est à la paix. C'est donc dans un climat « dépassionnalisé » que se dérouleront les élections. Dans ces conditions plus que jamais la nuance entre la paix et Mac Carthy et celle de Kennedy sera difficile à cerner. Le parti démocrate de toute façon sauf retournement imprévisible et bien peu probable d'ici les élections, fera campagne pour la paix (même éventuellement avec Humphrey).

Tout se passe donc comme si Mac Carthy jouait les démarcheurs de gauche pour le parti démocrate dont le candidat probable serait Kennedy l'homme le plus populaire et le plus riche. Sur son programme radical, Mac Carthy attirera les voix de gauche, les voix les plus extrémistes, tandis que Kennedy rallierait les suffrages plus modérés. En juillet à la Convention démocrate il ne resterait plus à Mac Carthy qu'à se soumettre en appelant ses supporters à voter pour Kennedy. Ayant fait le plein des voix pour la paix, Kennedy serait en situation de force pour conclure « sa paix » c'est-à-dire celle de l'impérialisme américain ou à défaut relancer la guerre avec des moyens accrus. Situation qui on le voit préserve intacts les intérêts de l'impérialisme américain, en recréant l'unité indispensable de la nation autour de la politique de son gouvernement.

Cette opération est-elle préméditée ? La candidature Mac Carthy fait-elle partie d'un plan électoral américain élaboré en accord avec les principaux acteurs Johnson, Kennedy, Mac Carthy ? Ou bien s'agit-il de contre-manœuvres au sein du parti démocrate pour défaire le « chevalier » Mac Carthy ? La réponse à ces questions sera peut-être donnée à la Convention démocrate cet été. Mais une chose est certaine, dans cette affaire l'électeur américain ne décide de rien, les jeux sont faits dans les coulisses. La politique de l'impérialisme américain ne se trouve pas dans les urnes, elle s'élabore à Wall Street et dans les états-majors politiques de la bourgeoisie U.S.

Michèle TOURNY.



La dernière affiche éditée par « Voix Ouvrière ». Nous rappelons que nos lecteurs qui désirent coller nos affiches peuvent nous en demander au tarif de 3 F (par chèque ou en timbres) les 50 affiches, port compris.

UNE PARTIE DE L'ELECTORAT SE PRONONCE POUR LA PAIX IMMEDIATE AU VIETNAM

PNOM-PENH, Varsovie, Paris, New-Delhi ? La « valse hésitations » du choix d'une ville pour que des négociations s'engagent entre Nord-Vietnamiens et Américains n'a pour le moment pas abouti.

En France les préoccupations de l'opinion, sensibilisée sur la guerre du Vietnam, ont été désamorcées par la volte-face de la bourgeoisie américaine.

Mais si les offres de paix de Johnson semblent irréversibles, malgré les tergiversations sur le choix d'un lieu de négociations, aux Etats-Unis, une partie de l'opinion publique américaine, tout au moins celle qui se préoccupait depuis longtemps déjà de la paix au Vietnam, ne semble pas faire davantage confiance, aujourd'hui, à l'actuel président sur sa volonté de négocier, qu'il y a quelques mois

Les étudiants, en particulier, intensifient au contraire leur action pour la paix immédiate au Vietnam. C'est ainsi que des milliers d'entre eux, d'un bout à l'autre des Etats-Unis, ont fait la grève des cours vendredi 26 avril.

Pendant ce temps, plusieurs centaines d'étudiants américains faisant leurs études au Japon, manifestaient devant leur ambassade à Tokyo, en réclamant la fin de la guerre.

Et samedi 27 avril, « le Comité de la 5e Avenue pour la Paix au Vietnam » organisait à New-York une manifestation pour réclamer « la cessation immédiate de la folie de la guerre ».

Ainsi aux Etats-Unis, la lutte pour la paix au Vietnam continue, face aux atermoiements du gouvernement.

Significatifs, à cet égard également sont les résultats des élections primaires de Pennsylvanie où Mac Carthy, seul candidat, obtenait plus de 200 000 voix.

La candidature de Kennedy, intervenue, on le sait, à la suite de la première victoire de Mac Carthy, dans le New Hampshire, en mars dernier, où il avait obtenu 40 % des suffrages sur un programme de paix immédiate, n'a pas, comme on aurait pu le penser, créer un raz-de-marée, obligeant Mac Carthy à se retirer.

Les électeurs démocrates n'ont pas confondu la politique « prudente » de Robert Kennedy, avec celle, plus nette de Mac Carthy. Les partisans de la paix, font, pour le moment, la différence et ils le montrent.

On sait que Kennedy et Mac Carthy critiquent tous deux les lenteurs du président Johnson à entamer les pourparlers de paix.

Ce qui n'a pas empêché Kennedy de critiquer, lors d'un meeting à San Francisco les déserteurs et insoumis qui refusent de se battre au Vietnam.

Cette prise de position n'a pas été du goût des étudiants de Berkeley, qui ont empêché le sénateur de prononcer son discours au cours d'une réunion organisée dans cette Université.

Même un Kennedy, devra compter avec cette partie de l'opinion publique américaine qui désire la fin de la guerre, et n'acceptera pas qu'on la poursuive quels qu'en soient les prétextes invoqués.

Catherine Olivier.

Les élections présidentielles américaines : LES « PRIMARIES »

PRECEDANT de plusieurs mois la campagne électorale officielle les élections dites primaires ou « primaries » servent de tests de popularité aux éventuels candidats et de sondage d'opinion.

Leur préparation est privée et variable selon les Etats. Elles ont pour but sinon de désigner le candidat de chaque parti, du moins d'indiquer la cote de ces candidats auprès de l'opinion de chaque parti dans un Etat donné et parfois même de tous les électeurs de cet Etat. Il est traditionnel de voir les deux grands partis en lice aux U.S.A., parti démocrate et parti républicain, essayer leurs « favori » et outsiders dans ces « primaries ». Le résultat n'a rien de déterminant car c'est en fin de compte la Convention du parti qui au cours de l'été désigne par vote son unique candidat. Ce n'est d'ailleurs par sur ce candidat que les électeurs américains auront à se départager.

En effet le Président des Etats-Unis n'est pas élu au suffrage universel. L'élection est à deux degrés. Dans un premier temps tous les électeurs sont appelés à voter pour désigner les « électeurs présidentiels ». Ces « grands électeurs » à la mode américaine sont élus au scrutin de liste dans chaque Etat. Chaque parti présente une liste, c'est la liste majoritaire dans l'Etat qui remporte la totalité des « électeurs présidentiels » de l'Etat. Ces électeurs présidentiels désignent à leur tour en janvier le président et le vice-président. Mais les jeux sont fait au premier degré puisque le parti qui l'emporte a déjà désigné son candidat.

Comme on le voit, les « primaries » n'ont aucun lien juridique avec cette machine électorale bien compliquée. Elles aident simplement les grands partis à choisir leur candidat. Elles n'ont d'ailleurs que valeur d'indication puisque quinze Etats seulement sur cinquante, désignent ainsi leur candidat à la Convention du parti, en recourant à la consultation de l'opinion publique. Encore les modalités du vote sont-elles différentes d'un Etat à l'autre. C'est ainsi qu'aux dernières primaries de Pennsylvanie, le sénateur Mac Carthy était le seul candidat en lice. Les électeurs pouvaient écrire à la main sur les bulletins le nom qu'ils voulaient, mais il n'y avait pas ouvertement confrontation.

M.T.

La journée du 8 mai en Bretagne
QUE RECOUVRE LA TACTIQUE DES LUTTES RÉGIONALISÉES ?

VOILA maintenant plus de six mois que les ordonnances sévissent. Le chômage s'étend, les prix augmentent, le niveau de vie des travailleurs se dégrade régulièrement.

Et pourtant, rarement le « printemps social », selon l'expression consacrée, ne s'est annoncé aussi calme ; rarement les projets des états-majors syndicaux n'ont été si modestes. Le projet, déjà fort vague, d'Assises nationales pour la défense de la Sécurité Sociale, que projetait de réunir la C.G.T., semble avoir fait long feu. G. Seguy a beau rejeter sur la C.F.D.T. la responsabilité de l'échec de cette initiative, néanmoins ce qui apparait avec netteté aux yeux de tous, c'est l'absence de programme d'action des syndicats.

On ne parle même plus, pour l'instant, de ces journées d'action qui, si elles ne réglaient rien, étaient destinées à faire illusion auprès des militants. Il est vrai que la répétition de ces actions stériles, parce que sans lendemain, sans perspective, commençait à lasser les travailleurs qui, de 17 mai en 13 décembre, de 13 décembre en 17 mai, répondaient de moins en moins aux appels intersyndicaux. Elles ne faisaient plus recette.

La C.F.D.T. et la C.G.T. appellent le 8 mai prochain les travailleurs des neuf départements de l'Ouest, à 24 heures de grève, le mouvement bénéficiant du soutien des syndicats agricoles et des syndicats enseignants.

Après les manifestations du même type qui ont eu lieu, il y a quelque temps dans le Nord et dans plusieurs villes de province, va-t-on voir les organisations s'orienter vers des formes d'actions « nouvelles » et se faire maintenant les champions de la lutte, région par région ?

Depuis longtemps déjà, la C.F.D.T. en est une chaude partisane. C'est une méthode de lutte qui s'adapte pour le mieux à ses projets. En effet, elle y voit un moyen de relancer l'action, en faisant preuve d'originalité — et c'est là son souci essentiel — sans pour autant engager les travailleurs vers l'affrontement avec le pouvoir.

Car de quoi s'agit-il ? De rassembler le 8 mai, toute la population de l'Ouest, les travailleurs, les paysans, mais aussi les commerçants, les notables, les curés, les évêques et les conseillers généraux de tous poils. Tout cela, afin de signaler au pouvoir les problèmes qui se posent à la région comme si le gouvernement les ignorait lui qui, en tant que gérant des intérêts patronaux, porte la plus grande part de responsabilité dans la situation.

C'est là, en fin de compte, pour la C.F.D.T., et à sa traine, les autres organisations syndicales, un moyen d'éluder les problèmes de la lutte revendicative, d'enterrer les revendications des travailleurs face aux mesures du gouvernement. Le programme revendicatif est remplacé par un plan de défense de l'emploi, qui lui-même est noyé dans un plan plus large de défense des intérêts régionaux et le tour est joué.

La C.F.D.T. peut enfin, par ce biais, réaffirmer sa vocation gestionnaire. Si l'attitude de sa base peut, en certaines occasions, faire illusion, son action générale reste inscrite dans le cadre de la société actuelle. Il s'agit pour elle, et son programme l'affirme sans ambiguité, de participer à la gestion de la société capitaliste et non de contester son existence. La lutte, sur le plan régional, lui donne l'occasion de le réaffirmer et de, une nouvelle fois, offrir ses services.

Certes, par la même occasion elle espère dans l'immédiat, réaliser une bonne opération. En se posant comme l'initiatrice de la relance revendicative, elle peut apparaitre, à la pointe du combat, et sans risque, puisqu'elle n'organise pas les travailleurs sur leur terrain propre. Elle espère en bénéficier directement dans les élections de délégués. Elle espère aussi sans doute, en faire bénéficier les forces politiques qu'elle a choisi de soutenir, car les calculs électoraux ne sont certainement pas étrangers aux motifs qui firent agir les dirigeants cédétistes.

Mais la relance revendicatrice qu'elle propose, si relance il y a, n'est une nouvelle fois, qu'un faux semblant. Les travailleurs, dans les projets syndicaux, ne sont que la masse de manœuvre destinée à faire valoir les projets politiques des dirigeants confédéraux.

J.-P. VIAL.

Solidarité avec Cohn-Bendit

DANIEL Cohn-Bendit, militant anarchiste allemand, un des responsables du « mouvement du 22 mars », groupe étudiant d'extrême-gauche de la Faculté de Nanterre, était interpellé samedi matin par la police. Bien que relâché le soir même, il est à nouveau, nous dit la presse, et cela sans préjuger des décisions du procureur de la République, menacé d'expulsion.

C'est à la suite d'une plainte déposée par un membre de la F.N.E.F., Fédération Nationale des Etudiants de France dont les attaches avec l'extrême droite sont connues que Cohn-Bendit est ainsi menacé, au minimum, de devoir quitter le territoire français. Le dit membre de la F.N.E.F. qui aurait, parait-il, été rossé par des étudiants d'extrême-gauche, en rend responsable le militant anarchiste... qui l'aurait, soi-disant, menacé de mort quelques temps auparavant.

Quand il s'agit de réprimer les agressions de l'extrême droite, perpétrées contre des militants de gauche la police se montre généralement beaucoup moins active. Quand des membres du mouvement Occident agressent, comme cela se produit régulièrement, des étudiants d'extrême gauche, ou même quand ils en envoient certains à l'hôpital avec une fracture du crâne, comme ce fut le cas récemment d'un camarade de la Jeunesse Communiste Révolutionnaire, la police ne trouve pas le coupable. En tous cas il n'est pas inquiété.

Mais qu'un militant d'extrême-gauche soit accusé, sur la foi d'une affirmation douteuse, non pas d'avoir agressé un adversaire politique, mais d'avoir incité à cette agression, et cela suffit pour qu'il soit menacé d'une sanction administrative grave.

Aux autorités le premier prétexte est bon pour se débarrasser quand elles le peuvent de quiconque inquiète leur ordre établi. Déjà une première menace d'expulsion avait été brandie il y a quelques semaines contre Cohn-Bendit que les autorités universitaires rendaient responsable d'incidents à la Faculté de Nanterre et de heurts des étudiants avec la police.

Devant les protestations qui s'élevèrent alors de divers côtés, le projet fut abandonné. Ce n'était semble-t-il que partie remise.

Aujourd'hui, devant la même menace qui pèse sur ce militant anarchiste nous tenons à nouveau à affirmer notre solidarité avec Cohn-Bendit. A travers lui c'est le droit à l'expression de toute l'extrême-gauche en milieu étudiant qui est en jeu.

LES OUVRIERS DE SUD-AVIATION-ROCHEFORT MANIFESTENT

DEPUIS plusieurs mois, les 800 employés de Sud-Aviation Rochefort sentent planer au-dessus de leur tête des menaces de licenciements. La Direction en a prévu 360 pour le 1er juillet. En attendant, depuis le 15 avril, les horaires ont été réduits de 45 à 40 heures. Les ouvriers, jusqu'à présent, ont manifesté leur mécontentement par le canal des syndicats, ainsi les débrayages se sont succédé avec manifestations. Le 27 mars dernier, avait lieu une manifestation à Rochefort, le même jour tous les syndicats avaient appelé à un débrayage de soutien d'une heure dans toutes les usines de Sud-Aviation, à Toulouse, Marignanne, Saint-Nazaire, Suresnes, Courbevoie et La Courneuve. Ce débrayage avait été largement suivi par l'ensemble du personnel, des cadres aux ouvriers. Mais ce soutien charitable s'est arrêté là, les syndicats ne donnant aucune suite. Cette petite lueur de lutte organisée étant éteinte, chacun comme d'habitude reste isolé.

Le P.C.F. a donné une direction au mécontentement des ouvriers de Rochefort, il a été créé un Comité de défense de Sud-Aviation Rochefort (non pas de défense des ouvriers, non, de défense... de Sud-Aviation) regroupant des « personnalités » de la région, des bonzes politiques, syndicaux, des commerçants et des curés. Et c'est autour de ce Comité de défense que la population de la région a été invitée à une « marche » sur La Rochelle le jeudi 26 avril. Le Préfet de Charente-Maritime avait interdit cette manifestation, et pour cela avait mobilisé d'importantes forces de police. Leur rôle était surtout d'empêcher les plus décidés — les ouvriers de Rochefort — d'arriver à La Rochelle, ce qu'ils ont réussi en partie à faire en les arrêtant aux portes de Rochefort ; les forces de police étaient en possession de la liste de tous les noms des employés de Sud-Aviation Rochefort et des numéros de leurs voitures. Malgré cela, plusieurs centaines de manifestants ont réussi à déjouer les barrages de police et à se regrouper avec les ouvriers de La Rochelle qui avaient débrayé par solidarité. En fin d'après-midi, un cortège de manifestants se formait et tentait de se diriger vers la préfecture ; un premier barrage de C.R.S. était franchi sur le port, sans mal, mais aux abords de la préfecture, pendant qu'une délégation du Comité de défense était reçue par le préfet, les C.R.S. sans doute pour ne pas perdre la main, ont commencé à charger avec matraques et grenades lacrymogènes. La manifestation s'est terminée vers 19 h, avec un blessé léger.

Cette manifestation est-elle un chant du cygne pour les ouvriers de Rochefort ? Il le semblerait, du moins pour les bonzes politiques et syndicaux puisque la parole est maintenant laissée au « Comité de défense » que doit recevoir le ministre Messmer le 2 mai.

Depuis plusieurs mois, les licenciements et les réorganisations sont à l'ordre du jour à Sud-Aviation, les manifestations de Rochefort sont la preuve de la détermination des ouvriers de ne pas en faire les frais ; peut-être d'autres secteurs les aideront-ils dans leur lutte, en particulier en la faisant sortir du cadre qui leur est offert, celui des « Comités de défense de Sud-Aviation ».

Baratin

LA C.G.T. et la C.F.D.T. entendent relancer la lutte contre les ordonnances gaullistes. Sept mois après la promulgation des ordonnances qui ont porté un coup sévère à la Sécurité Sociale, que proposent les syndicats ?

La C.G.T., à la pointe du combat, lance un véritable cri d'alarme et adresse un appel aux 34 millions d'assurés sociaux. L'avant-dernier numéro de « la Vie Ouvrière » se fait l'écho des velléités de la C.G.T. qui s'inquiète de la situation et écrit : « Face à cette situation, la C.G.T. lance à l'opinion publique un cri d'alarme. La seule issue réside dans l'abrogation des ordonnances. Pour y parvenir, elle réclame l'ouverture d'un débat parlementaire conclu par vote... Avec l'appui des élus, députés, sénateurs, conseillers généraux et conseillers municipaux, l'ensemble des assurés sociaux et allocataires familiaux et leurs organisations doivent agir pour imposer ce débat ».

Le cadre ainsi délimité, l'action s'organise dans les usines, les syndicats font signer des pétitions pour que s'ouvre... un débat devant l'Assemblée Nationale.

C'est vraiment un comble : les syndicats ignorent-ils que c'est l'assemblée qui a voté les pleins pouvoirs à Pompidou ? Ne savent-ils donc pas que cette même Assemblée est dominée par une majorité gaulliste ou pro-gouvernementale ? Les directions syndicales se moquent vraiment des travailleurs et de leurs propres militants. La lutte contre les ordonnances, pour une véritable réforme de la Sécurité Sociale, pour une médecine gratuite, passe par la mobilisation générale des travailleurs contre l'Etat. Et de cela, les syndicats ne veulent pas. Ils nous le montrent tous les jours.

F. D.

QUAND LA C.G.T. JOUE AU PATRON DE COMBAT

Le personnel d'Air France vient d'obtenir une prime exceptionnelle de 274 F uniforme, à la suite du dépôt d'un préavis de grève.

Quelques jours après, le Comité Central d'Entreprise versait à son personnel (500 personnes environ) une prime de 274 F sauf pour le personnel des cantines qui ne recevait que 150 F ! La décision fut prise par une commission de coordination composée en majorité d'élus de la C.G.T.

En 1963, c'étaient les patates. (Photo U.P.I.)

Un monde de fous

A St-Pol-de-Léon (Finistère), huit cent mille choux-fleurs invendus ont été en partie détruits, le reste allant à des collectivités de la région : écoles, casernes, hôpitaux.

A St-Martin-d'Auxigny, dans le Cher, 600 tonnes de pommes invendues ont été jetées dans une carrière et arrosées de gas-oil.

Dans le monde, deux milliards d'hommes sur trois milliards ont faim.

Ce sont des chiffres, froids, sans discussion, comme la mort chaque jour de gosses affamés.

Nous vivons dans une société aberrante, un monde de fous, où l'on détruit la nourriture dans certains pays, tandis que des enfants meurent de faim dans d'autres.

Et cela ne pourra aller qu'en empirant. Dans une société basée sur le profit, l'écart entre pays riches et pays pauvres ne cesse de s'accroitre.

Et il n'y a pas de solution dans une charité organisée à grands coups de publicité, télévisée comme l'opération « Riz pour le Laos » en mars dernier.

Seule une société socialiste, une planification à l'échelle mondiale de toutes les richesses naturelles et industrielles et l'utilisation rationnelle de tous les produits du travail humain permettront qu'aucun homme ne meure de faim de par le monde.

C. O.

Chez Berliet à Lyon :
LES TRAVAILLEURS CONTRE L'INTENSIFICATION DES CADENCES

LES usines Berliet à Lyon voient actuellement se dérouler de fréquents débrayages. Depuis le 23 avril, les arrêts de travail aux traitements thermiques, et parmi les mensuels, sont venus relayer la lutte des ouvriers au « bonus » qui a fait parler d'elle récemment. Celle-ci n'est sans doute pas encore arrivée à son terme et, au moment où nous écrivons, les syndicats attendent une réponse de la Direction sur la réouverture des négociations à ce sujet.

Les discussions avaient en effet été interrompues par la Direction le 4 avril.

Dans un communiqué menaçant, elle effectuait un chantage à la garantie de l'emploi dans l'entreprise, à la suite des « incidents » survenus la veille lors de débrayages des travailleurs au rendement. Déplorant les « atteintes à la liberté du travail » (les grévistes ayant eu des altercations avec des ouvriers restés à leur machine), elle feignait de se demander s'il était sage de poursuivre ses efforts en vue de créer de nouveaux emplois...

Les revendications particulières des travailleurs dits « au bonus » c'est-à-dire dont le salaire est lié à leur rendement avaient été soulevees lors des mouvements du printemps 1967, comme l'ensemble des problèmes du personnel Berliet, mais dans l'accord signé en mars entre la Direction et les syndicats (sauf la C.F.D.T.) aucune satisfaction n'y était apportée et le texte précisait bien que les discussions à ce sujet ne pourraient qu'être de longue durée. Les « bonus » sont au nombre de 3 800 à l'usine de Vénissieux (sur un effectif d'environ 12 000) et de 400 à celle de Montplaisir, sur 1 500.

C'est en effet un an après que le conflit rebondit, les négociations entamées en novembre 1967 n'aboutissant à rien, et les travailleurs étant lassés d'attendre. Les premiers débrayages ont eu lieu le 7 mars dernier, après que la Direction eut fait connaître ses propositions, et ils se sont répétés depuis.

LES PROPOSITIONS DE BERLIET

Le problème crucial qui se pose aux « bonus » est celui des « temps » alloués pour fournir un certains travail, et le conflit actuel y est rattaché car la Direction a proposé un rattrapage sur le plan des salaires mais conditionné par une « révision des temps ».

En ce qui concerne les salaires, il s'agit de fixer l'écart entre les horaires et les bonus et de rattraper le décalage créé entre eux par les augmentations en pourcentage, intervenues ces dernières années (puisque celles-ci ne jouent, pour les bonus que sur le salaire de base). La Direction proposait 1 % au 1er juillet et 4 % dans une étape ultérieure, en fonction de la bonne volonté des ouvriers à laisser revoir les temps impartis. Cela ne pouvait que signifier les réduire, et rendre ainsi plus difficile qu'avant, sinon impossible, de livrer la production à la même cadence. On peut imaginer le résultat : perte de salaire nette.

Autre proposition de la Direction : un système de paiement des temps morts, « improductifs », représentant une perte de 15 %.

Pour compléter le tableau, Berliet prétendait créer des sous-catégories nouvelles parmi les bonus : les diviser en trois niveaux, alors qu'ils sont actuellement tous OS 2.

La seule chose positive pour les travailleurs dans ces propositions, destinée sans doute à faire passer la pilule avec les promesses de revalorisation des salaires, était l'augmentation de 20 % du salaire minimum garanti bonus.

LES DEBRAYAGES

C'est donc face à ces projets patronaux que des débrayages eurent lieu le 7 mars. Depuis, beaucoup d'autres se sont déroulés, notamment dans la première semaine d'avril, et si les syndicats les ont interrompus du 12 au 17, pour que les ouvriers touchent le lundi férié de Pâques, ont repris depuis lors. « L'Humanité » du 8 avril comptabilisait glorieusement les arrêts de travail à « 11 h 30 en un mois ».

La direction a d'abord jeté du lest dans ses discussions avec les syndicats. Ceux-ci demandaient en mars : « ne pas cautionner d'une façon ou de l'autre la révision des temps ; avancer les dates d'application de la première étape au 1er mai ; fixer une date limite pour la 2e étape de révision des salaires avant la fin de l'année : assurer le paiement des temps improductifs au taux horaire moyen ».

Le 28 mars, Berliet cédait sur ce dernier point, et pour les trois niveaux d'O.S. bonus, affirmait que le niveau 2 concernerait la grande majorité.

Visiblement, c'était bien tout ce qu'il entendait concéder, car quelques jours après, sous le prétexte des incidents dont nous parlions plus haut, il enterrompait les négociations et décidait d'appliquer unilatéralement ses décisions, cela s'assortissant d'ailleurs de l'affichage en série de placards menaçants. Ce fut un drame pour nos organisations syndicales qui ne demandent qu'à signer un accord avec la direction, et dès lors ils abandonnèrent ce qui, dans leur plateforme initiale, pouvait amener Berliet à se durcir, à savoir surtout l'opposition à une révision des temps. Et leurs revendications se résument actuellement à une demande de réouverture des discussions sur les deux points :

1) tous les bonus payés à la même catégorie O.S. 2 - B. 2 (ce qui est pratiquement déjà admis par la Direction, tout en entérinant le principe d'une sous-catégorie).

2) 4 % au 1er juillet, sans condition.

Et de se lamenter sur cette mauvaise direction qui se refuse à discuter, et d'implorer l'intervention de l'Inspecteur du Travail, et d'envoyer des lettres à M. Paul Berliet pour qu'il revienne sur son attitude.

Un exemple du désir affiché, par la C.G.T. notamment, de discuter à tout prix : après avoir rappelé les 2 points de revendication, dans un communiqué le 19 avril, on peut lire : « ... engager de véritables négociations, c'est admettre au départ que les positions des deux parties peuvent se modifier au cours des discussions ».

Malgré cette évidente « bonne volonté », il n'y a pourtant guère de chances... pour que Berliet cède quoi que ce soit sur la question essentielle pour lui, à savoir la question des temps. Car elle semble s'intégrer dans un ensemble de mesures prises actuellement, lesquelles concourent à une augmentation de la production avec amélioration de la productivité de l'entreprise : reprise de l'embauche, heures supplémentaires, horaire garanti jusqu'en juillet, passage de certains ateliers en équipes, révision générale des cadences, etc.

Berliet ne cesse de réaffirmer que, pour lui, toute augmentation de salaire est liée à une « amélioration de l'activité ».

Et s'il s'équipe et s'organise en vue d'affronter la concurrence dans les meilleures conditions pour ses profits, ce ne sera certainement pas pour se laisser impressionner par les débrayages pacifiques et sans avenir tels que les voudraient les organisations syndicales qui réprouvent, bien entendu, la violence, que prennent assez souvent chez Berliet les défilés dans l'usine lors des grèves.

Christiane KERVRAN.

A BAS LE SALAIRE AU RENDEMENT

ACTUELLEMENT, un conflit oppose les travailleurs de chez Berliet à leur Direction au sujet du bonus.

Les systèmes de boni sont encore en application dans de nombreuses entreprises. C'est une forme de travail aux pièces qui doit être combattue avec encore plus de vigueur que le travail aux pièces lui-même.

Dans le travail aux pièces il y a une apparence de justification. Plus on travaille plus on gagne. Cette forme de rémunération a été combattue avec juste raison par les syndicats au temps où sans être révolutionnaires ils défendaient les intérêts des travailleurs avec plus de rigueur. Plus on travaille plus on gagne, cela est-il juste ? Il est séduisant pour un travailleur dont le salaire est toujours très faible de voir celui-ci augmenter grâce à un surcroît de travail. Mais c'est une invention des patrons pour renforcer leur exploitation au détriment de la santé des travailleurs.

D'abord, le travail aux pièces « permet » aux ouvriers de dépasser les normes admises. Mais comment sont établies ces normes ? C'est le patron qui les fixe. Et elles sont fixées arbitrairement et d'une manière anarchique. Dans les ateliers il y a les «bons» et les « mauvais » boulots. Cela permet à la maîtrise de faire une discrimination entre les ouvriers et c'est souvent la source de conflits entre ouvriers. Ensuite, c'est une atteinte morale à la dignité des travailleurs. La maîtrise ne manque pas de faire valoir que, si leur paye n'en dépendait pas, les ouvriers ne travailleraient guère. Les syndicats ont souvent combattu cette attitude avec juste raison. Les ouvriers conscients ne cherchent pas à tricher, ils revendiquent.

Mais les patrons, spéculant sur le manque de conscience de certains ouvriers ne se sont pas contentés d'exiger le travail aux pièces, ils ont inventé des méthodes plus raffinées de travail au rendement que sont les systèmes de boni. Chaque entreprise a son système particulier mais qui vise toujours au même but : faire davantage sans verser un salaire correspondant proportionnellement au travail fourni. Le salaire ne commence à être convenable qu'à partir d'une certaine quantité de travail. Le salaire de base étant très faible les ouvriers sont obligés de dépasser les normes pour gagner leur vie. Le boni est présenté comme un sursalaire. Mais sans ce sursalaire, le salaire est dérisoire. Le boni est une forme de rémunération qui a pu être imposée à la longue, il n'empêche que c'est une escroquerie.

Mais si le salaire au boni est une escroquerie qui impose un surtravail, dans les entreprises où la production est très rationalisée il n'a plus sa raison d'être. En effet les temps étant de plus en plus fonction du débit de la machine et de moins en moins dus à la rapidité de l'ouvrier qui doit suivre la machine où la vitesse de la chaine, il n'y a plus de place pour une augmentation de la cadence individuelle. Les patrons ont néanmoins continué à maintenir le boni. Ils ont établi un boni collectif. Ceci a un double but. D'abord maintenir une partie du salaire tributaire du rendement même artificiellement. Dans ce cas le boni n'est plus fonction du travail exécuté par un ouvrier ou même une équipe, il est déterminé par le service des méthodes. Le boni apparaît beaucoup plus comme une prime liée à la production mais dont le patron se sert pour faire pression sur les travailleurs pour qu'ils tiennent les normes imposées.

Les syndicats ont depuis longtemps abandonné la lutte contre le boni et contre toute forme de rémunération au rendement. Bien plus, la plupart des conventions collectives (qu'ils signent et même qu'ils soumettent à la discussion avec les patrons) comportent des pages entières sur les formes de rémunération et de calcul du boni.

C'est que cela leur permet tout un éventail de revendications partielles à formuler sur lesquelles ils peuvent discuter et batailler indéfiniment sans avoir à poser les problèmes des salaires dans leur ensemble. C'est un des aspects de leur politique qui alimente les luttes catégorielles et limitées qui sont les seules qui leur permettent d'avoir un semblant d'activité.

C'est aussi une raison qui permet au patron de maintenir artificiellement le boni pour offrir une voie de garage aux revendications de salaires. On prétexte une augmentation des cadences due à des méthodes nouvelles ou à l'emploi de nouvelles machines pour revendiquer une augmentation du boni. Au bout d'un certain temps le patron peut céder sans que le principe d'une augmentation de salaire ait été mis en avant. Les travailleurs ont usé leur combativité pour une dérisoire augmentation du boni.

Le boni ou toute forme de salaire au rendement existera tant que subsistera l'exploitation capitaliste car c'est un des moyens d'exiger des ouvriers un travail toujours plus intensif.

C'est pourquoi lorsque les travailleurs engagent une action contre ces formes d'exploitation ils attaquent le système lui-même, et toute lutte victorieuse dans ce domaine affaiblit l'autorité patronale, affaiblit son exploitation et renforce la lutte des ouvriers contre le système d'exploitation. C'est pourquoi aussi, chaque fois que les travailleurs entrent en lutte, la suppression du travail au rendement doit figurer en bonne place dans leurs revendications.

P. Caral.

UNE GRÈVE CHEZ CHAUSSON (GENNEVILLIERS)

LE 11 avril, une dizaine d'ouvriers caristes et pontonniers arrêtent le travail dans l'atelier des presses à Gennevilliers. Excédés par l'augmentation des charges de travail et des promesses de rallonge jamais tenues, (ils gagnent 4 F à 4,20 F de l'heure), ils partent en grève illimitée.

Le lendemain, le mouvement s'étend à tous les caristes de l'usine, les dirigeants de la C.G.T., qui ont d'autres préoccupations, tentent de reprendre en main ce mouvement qui leur échappe. Ils proposent aux caristes une foule de revendications particulières, puis essaient de faire reprendre le travail à la deuxième journée de grève.

La direction, comme à son habitude, essaie de gagner du temps : elle laisse entendre qu'elle ne discuterait des revendications que si le travail reprenait. Les délégués C.G.T. suggèrent « reprenons le travail pour montrer notre bonne volonté, si le patron n'accorde rien, on repart en grève ». Les caristes refusent cette manœuvre.

Il est visible que le syndicat n'a aucune prise sur le mouvement ; il tente alors de susciter des grèves par atelier : entretien, fabrication et outillage. Il propose aux magasiniers de dresser leur cahier de revendications. Leurs intentions se précisent : ils veulent se servir de cette grève pour relancer les discussions sur les accords d'entreprise. Dans les autres secteurs de l'usine, la plupart des autres ouvriers attendent un mot d'ordre de grève précis.

Pendant ce temps, la direction utilise tous les moyens pour annuler les effets de cette grève. Les chefs remplacent les grévistes. Ils travaillent comme des forcenés, restent plus tard le soir et viennent plus tôt le matin ; cela ne suffisant pas, la direction fait appel aux ouvriers de location payés à 6,15 F de l'heure, employés par la C.R.I.T. Certains d'entre eux, ignorent que c'est pour briser la grève que la maison les emploie. En apprenant cela plusieurs préfèrent partir. Dans la journée, un accident grave survient à un chef, briseur de grève. Il reçoit un paquet de tôle sur les jambes, personne ne le plaint.

Au troisième jour de la grève, les dirigeants de la C.G.T. convoquent une assemblée générale dans la cour de l'usine en démandant que dans chaque équipe, chaque atelier « nous décidions des formes de lutte en prenant notre responsabilité, dans les heures et les jours qui suivent ».

L'imprécision voulue désoriente pas mal d'ouvriers car ils attendaient un mot d'ordre de grève précis ; cependant, certaines équipes les prennent au mot et partent en grève. Ailleurs, on se prépare à en faire autant, l'atmosphère est tendue et les dirigeants de la C.G.T. qui sentent venir un risque de débordement décident d'appeler à débrayer le lendemain à 15 h, c'est-à-dire au 6e jour de grève, les ouvriers de fabrication et eux seuls.

Le mot d'ordre de grève lancé par la C.G.T. ne rassemble cependant que relativement peu d'ouvriers. Beaucoup se rendent compte qu'il s'agit d'un enterrement, d'autant que l'impréparation et le manque de précision des mots d'ordre accroissent le cafouillage.

La faible participation à ce débrayage devient alors un argument décisif pour mettre fin à la grève des caristes. Et le lendemain, ils reprennent le travail sans avoir rien obtenu. La direction accepte cependant de discuter de broutilles.

Mais, à cette occasion, les travailleurs de Chausson ont pu montrer que malgré ce que l'on peut dire dans l'usine, ils avaient encore envie de se battre.

R. Pêcheur.

CITROËN : A PROPOS DES DERNIÈRES ÉLECTIONS DE DÉLÉGUÉS

AUX élections de délégués du personnel qui viennent d'avoir lieu chez Citroën, le quorum n'a pas été atteint au premier tour, comme chaque année d'ailleurs.

Les pressions habituelles avaient été utilisées par la direction pour « dissuader » les candidats de se présenter sur les listes syndicales.

C'est ainsi que se rendre à une permanence du syndicat, étroitement surveillée par les sbires de la direction constitue un risque certain de licenciement dans les 48 heures si on y est reconnu.

D'autres pressions, mises au point au cours des années, sont exercées pour empêcher ouvriers et employés de s'exprimer librement : demander aux chefs la permission d'aller voter n'est pas la moindre.

D'ailleurs ces pressions physiques et morales intolérables et contraires à toute légalité avaient même provoqué plusieurs interventions des députés du Groupe Communiste à l'Assemblée, de la F.S.M. au Ministère du Travail. Des élus des différentes « formations démocratiques » avaient même été jusqu'à diffuser, ceints de leur écharpe tricolore, des tracts aux portes mêmes des usines Citroën ; d'autres avaient signé des pétitions... Peines perdues. Plus que tous ces bruits extérieurs, la politique de répression de Citroën, multipliée au moment des élections, portait ses fruits : seuls 31,4 % des inscrits réussissaient à s'exprimer, c'est-à-dire moins que l'année dernière (35,5 %).

De plus depuis deux ans, la direction a créé un groupement dit « groupement libre des salariés des usines Citroën » qui a multiplié les appels à l'abstention.

Au second tour, la direction a présenté ses « candidats-maison ». De ce fait, la pression sur les travailleurs a considérablement diminué. De son côté, l e« G.L.S.U.C. » appelait cette fois à voter en masse pour la liste des candidats libres. Le résultat s'est traduit par un nombre de votants de 60,79 %, soit deux fois plus qu'au premier tour (rendant nul, entre autres, l'argument de la direction qui, jusqu'à maintenant, prétendait que si le quorum n'était jamais atteint, c'était parce que les travailleurs ne voulaient pas aller voter).

Bien que le nombre des inscrits ait diminué de près de 900 par rapport à l'an dernier, à cause de nombreux licenciements déguisés, le nombre de votants est passé de 16 944 à 19 155. La C.G.T. a recueilli 12 394 voix (750 de plus qu'en 1966), mais perd 3,08 %, la C.F.D.T. 1 355 voix (moins 73 et moins 1,26 %). F.O. ne présentait pas de candidats.

Le vainqueur de cette compétition est incontestablement le « groupement-maison » qui a recueilli 4 780 voix, en en gagnant 1 932 par rapport à l'an dernier, et passant de 17,12 à 25,81 %.

En fait les syndicats à Citroën, et en particulier la C.G.T., sont en train de payer la politique de collaboration de classes que pratiquent les confédérations à l'échelle nationale. Habituées à la politique du dialogue et de la discussion, elles n'ont pas préparé leurs militants à affronter un patron dur qui refuse, cette fois, un dialogue qu'habituellement, dans d'autres usines, les syndicats réussissent à établir.

Mais Citroën, patron de combat ne veut pas discuter, il veut dans son fief, imposer ses salaires, ses conditions de travail, faire régner sa loi. Comme il n'a que faire du tapis vert, les militants se sont trouvés désorientés, désarmés.

La conséquence, c'est que la C.G.T. n'existe plus que sous la forme de quelques délégués, isolés, pourchassés et bien incapables d'organiser quoi que ce soit dans l'usine.

J. BATTOIR.

La C.G.T. et le "patriotisme d'usine"

LE 2 février dernier, le Comité Central d'Entreprise de Sud-Aviation recevait, par la voie de son président, Papon, la proposition de limiter les réductions d'horaires par diverses mesures (1), dont principalement :

— le renvoi du personnel en location,

— la suppression des sous-traitances.

Les réductions d'horaire sont depuis devenues effectives dans plusieurs usines (à Suresnes, une forte proportion des travailleurs effectue 45 heures depuis le 16 avril, l'horaire de l'usine de Rochefort étant, lui, tombé à 40 heures).

A l'usine de Courbevoie, deux services viennent également d'être touchés : la comptabilité (45 h) et le tirage des plans (44 h 4/10). Ils ne représentent pour le moment qu'une faible partie de l'usine — quelques dizaines de personnes — l'entreprise en comportant quelques 2 000.

Le service comptabilité emploie quelques intérimaires, qui sont dans l'usine depuis maintenant trois ans. Aussi la C.G.T. s'insurge-t-elle dans un tract en date du 26 avril 1968 contre le fait que Papon ne tienne aucun compte des déclarations qu'il a faites le 2 février. On peut lire que : « ...L'horaire obligatoire pour tous (la comptabilité) est ramené à 45 heures sans compensation de salaires, alors qu'une bonne vingtaine d'« extras » sont maintenus pour soi-disant rattraper du retard dans le travail... »

Pour la C.G.T., il ne s'agit pas de défendre ces camarades, qui sont comme les autres touchés par la réduction, mais de les mettre à la porte purement et simplement. Or les intérimaires ne sont payés que s'ils sont placés par leur maison-mère dans une entreprise. Le travail ne courant pas les rues à l'heure actuelle, ils risquent de se retrouver purement et simplement sur le pavé.

Le « tirage des plans », selon la même C.G.T. n'a pas d'intérimaires, mais par contre n'effectue pas à lui seul tout le travail de Sud-Aviation. On peut ainsi lire dans ce même tract du 24-4-1968 que pour ce service : « ... L'horaire hebdomadaire moyen est ramené à 44 h 4/10, alors que plus de la moitié du travail est sous-traité à l'extérieur... » (souligné par la C.G.T.).

Cette fois, la C.G.T. a trouvé une autre solution : « rapatrier » le travail qui est donné à des entreprises extérieures. Ce qui revient en d'autres termes à faire supporter aux travailleurs d'entreprises autres que Sud-Aviation le manque de travail, donc les diminutions d'horaires, sinon les licenciements.

La porte de l'usine à Sud-Aviation de Courbevoie (Photo V.O.)

A la C.G.T., la revendication de la répartition du travail entre tous sans perte de salaire n'est pas évoquée. C'est bien sûr une revendication qui dépasse le cadre de l'usine de Courbevoie, de tout Sud-Aviation même, et qui nécessiterait la lutte de l'ensemble des travailleurs. Comme la C.G.T. refuse toute lutte d'envergure, elle se rabat ainsi sur des solutions qui ne peuvent pas en être. Le patriotisme d'usine pourrait-on dire : tout pour les travailleurs de Sud-Aviation, tans pis pour les autres !

(1) Voir la « Voix Ouvrière », n° 17 du 20 mars.

Grèves dans l'imprimerie

DEVANT le refus patronal d'augmenter les salaires des travailleurs du Livre des imprimeries de labeur (les patrons proposaient 3 % pour l'année), le Syndicat du Livre C.G.T. appela l'ensemble des travailleurs de cette industrie à cesser le travail à partir du mercredi 10 avril, 1 heure par jour à des heures différentes, de façon à perturber la production au maximum.

Jusqu'à maintenant, le syndicat, quand il voulait imposer le « dialogue » aux patrons, organisait des mouvements de grève très limités dans le temps, mais qui gardaient la forme traditionnelle des luttes générales. Pour un mouvement déclenché à l'échelle nationale, c'est l'ensemble des travailleurs qui étaient appelés à agir, tous en même temps.

La nouvelle tactique préconisée par le syndicat a visiblement été élaborée pour que le mouvement ne puisse prendre trop d'extension, qu'il puisse être bien contrôlé par la direction syndicale.

Ce mouvement organisé sur le plan national, a été suivi par la grande majorité des travailleurs. Après huit heures de grève « en cascade » les premiers résultats se firent sentir la semaine dernière pour la sortie des hebdomadaires à grand tirage comme « Paris-Match » qui ne purent « tomber » à l'heure, le jour de leur parution.

C'est précisément mardi dernier à 20 h (Paris-Match sort le mercredi) qu'un accord a été signé entre le syndicat et les maîtres imprimeurs portant sur une augmentation des salaires de 9,50 % pour une période de 18 mois.

Pour les travailleurs du livre qui en sont maintenant à faire leurs comptes, le résultat de cette action n'est pas mirobolant, beaucoup s'en faut. En fait, ils obtiennent 4,5 % cette année, moins que ce qui était revendiqué au départ, c'est-à-dire 6 % d'augmentation des salaires.

Notons au passage que le tout est acquis en 4 paliers successifs (1er mai - 1er octobre 1968 - 1er avril - 1er octobre 1969).

Si en 1969 le pourcentage est un peu plus élevé (5 %) avec l'inflation, cela ne fera guère plus que ce que le plan gouvernemental accorde soit 4 % dans l'année.

ECHOS DES ENTREPRISES - ECHOS DES ENTREPRISES - ECHOS DES

CHEZ CRANE (Lille)

UNE VICTOIRE

Vendredi 5, nous avons tous arrêté le travail, la direction refusant de recevoir les délégués et faisant la sourde oreille à nos revendications.

Il en fut de même mercredi 10.

Personne n'a travaillé et la plupart d'entre nous étaient prêts à continuer la lutte jusqu'à ce que la direction donne les garanties que nous réclamions pour le transfert à Armentières.

Et nous avons gagné. La direction devant notre détermination a cédé, sur la plupart des points elle nous donne satisfaction.

— transports gratuits et définitifs,

— mêmes horaires de travail qu'à Lille,

— cantine,

— prime de transport pour ceux qui viendront par leurs propres moyens,

— primes de vacances accordées à ceux qui quitteront l'entreprise.

Si la direction a satisfait à toutes ces revendications, c'est qu'elle savait que nous étions prêts à continuer le mouvement.

Nous lui avons fait entendre le seul langage qu'elle puisse comprendre : celui de la force.

Par ce mouvement nous avons aussi fait la preuve que la seule force dont nos délégués disposent face au patron, c'est notre détermination. Leurs arguments n'ont de poids que lorsque nous sommes mobilisés.

LES TRANSPORTS : TOUT N'EST PAS REGLE

Après les mouvements que nous avons faits, nous avons obtenu satisfaction au sujet de la presque totalité des problèmes concernant les transports à Armentières.

Ceux-ci sont GRATUITS, (la direction avait l'intention précédemment de nous faire payer 1 F par jour) et DEFINITIFS ; il y a de cela plus de 2 mois, Pavy déclarait dans une note que les transports seraient assurés « tant que les besoins s'en feront sentir », laissant entendre qu'il comptait les supprimer dès qu'il pourrait se passer de notre travail.

De plus, la prime de transport passe à 36 F pour ceux qui viendront par leurs propres moyens.

Ainsi la direction a reculé sur plusieurs points, mais pour nous, les problèmes concernant les transports n'en sont pas pour autant totalement réglés. Il reste encore une revendication qui nous particulièrement à cœur : l'intégration des temps de transports dans l'horaire de travail.

Il ne faut pas que le transfert se traduise pour nous par une augmentation de 1 h 30 ou plus de la journée de travail.

Nous cessons vraiment de travailler lorsque nous sommes rendus chez nous et que nous pouvons nous consacrer à ce que bon nous semble.

Les temps de transports sont des temps consacrés au patron, qu'il les paye donc en les intégrant dans l'horaire de travail.

(V.O. Crane n° 14).

CHEZ BABCOCK - ATLANTIQUE (La Courneuve)

SECURITE D'ABORD !

La semaine dernière deux camarades ont été blessés dans les ateliers.

— Aux essais à alcool, T8, un travailleur a été blessé par la manivelle d'un treuil. Ce treuil qui a déjà causé des accidents, n'est muni d'aucun système de blocage. De plus, il est assez vétuste pour être immédiatement rangé au musée des Antiquités.

— A U.C., un camarade qui travaillait sur une filière a glissé et a dû être hospitalisé. Signalons de plus que ce travailleur devait, pour les besoins de la production, quitter l'usine après l'horaire habituel.

Or la direction n'a prévu aucun personnel médical pour la soirée. Que se serait-il passé si ce travailleur avait été blessé le soir ?

Si nous ne voulons pas laisser notre peau chez Babcock, il nous faudra imposer le respect des normes de sécurité. N'attendons pas l'irréparable pour réagir : refusons tout travail dangereux où les normees de sécurité sont bafouées, NOTRE VIE PEUT EN DEPENDRE.

(V.O. Babcock Atlantique, n° 20).

CHEZ BENDIX (Drancy)

BENDIX OU SING-SING

Voilà la question que l'on peut se poser maintenant chez Bendix.

Théoriquement, en effet, nous avons droit à 1/4 d'heure de pause le matin et le soir. On pourrait croire qu'il s'agit d'un moment agréable pendant lequel on oublie un peu les cadences, le bruit, les brimades des chefs. Et bien, non ! Il y a une quinzaine de jours, des camarades qui descendaient du bar entre 16 h 10 et 16 h 15 ont pu voir en bas de l'escalier un « flic » en faction, instrument de travail à la main (en l'occurence son bloc-notes) chargé de noter à l'occasion le nom des gars qui descendraient après l'heure. Quelques-uns étaient restés dans le couloir pour voir ce qui allait se passer. Au coup de sirène, le gardien s'approcha des camarades qui attendaient et dit : « Allons, Messieurs, au travail ». Un camarade répondit : « Viens avec nous ! ». Bien sûr, le « flic » se dégonfla.

Ainsi la direction et ses sbires nous poursuivent même pendant les rares instants où l'on pourrait se croire tranquille.

(V.O. Bendix n° 12).

Une nouvelle « Voix Ouvrière » à l'usine SNECMA de Villaroche

APRES les centres SNECMA (aviation nationalisée) de Paris-Kellerman et de Gennevilliers, un bulletin « VOIX OUVRIERE » d'entreprise paraît, depuis 15 jours, à l'usine de Villaroche, installée aux environs de Melun.

Situé à côté du terrain d'aviation civile de Villaroche, le centre SNECMA, qui s'occupe principalement des prototypes, emploie 3 600 ouvriers répartis, en nombre à peu près égal, entre horaires et mensuels.

Environ la moitié des travailleurs viennent tous les jours de Paris en autocars ce qui représente environ 40 h de transport par mois. De ce fait, le problème du transport est un de ceux qui préoccupe le plus les ouvriers de l'entreprise.

L'activité syndicale est pratiquement inexistante et depuis de longs mois les organisations syndicales (C.G.T. et C.F.D.T. seules existantes) n'ont appelé à aucun mouvement, y compris ceux lancés à l'échelle nationale.

Le prochain objectif de nos camarades est la sortie d'un bulletin au nouveau centre SNECMA de Corbeil.

1er MAI :
RENOUER AVEC LA TRADITION...

LE 1er Mai, C.G.T. et P.C.F. appellent les travailleurs à manifester. A Paris, un défilé est organisé de la République à la Bastille. « Pour la première fois depuis 14 ans, manifestez », proclame l'appel des Fédérations communistes de la Région Parisienne, « l'Humanité » titre : « Paris se prépare à renouer avec une glorieuse tradition ». Mais il y a loin des défilés qui sont organisés en France aux manifestations résolues qui marquèrent l'histoire du 1er Mai.

Depuis 1954 date où la manifestation avait été interdite, la C.G.T. se bornait à Paris au meeting autorisé devant la Bourse du Travail rassemblant péniblement de 2 à 5 000 travailleurs. Et si, cette année, le syndicat appelle à descendre dans la rue pour les revendications, les années précédentes ses seules préoccupations étaient de vendre du muguet aux portes des entreprises et d'organiser des bals.

Le défilé était prévu au départ de la Nation à la Bastille. Le gouvernement ne l'a pas expressément interdit se bornant à le déclarer « non souhaitable », puis à autorisé son déroulement de la République à la Bastille.

Cette année donc si nous descendons dans la rue c'est parce que le gouvernement l'a permis, et non parce que les syndicats ont renoué avec la tradition des luttes ouvrières que représente le 1er Mai.

A l'origine du 1er Mai, une grève des travailleurs américains en 1886 pour la journée de 8 h. A Chicago cette grève par son ampleur affole la bourgeoisie, et, le 4 mai, des provocateurs lancent une bombe dans les jambes de la police.

Le prétexte est trouvé, la bourgeoisie arrête, condamne à mort et fait pendre 4 militants socialistes révolutionnaires. En hommage aux martyrs de Chicago, lors du Congrès de la fondation de la 2e Internationale en 1889, le 1er Mai fut choisi comme journée internationale de lutte. Cette journée était destinée à montrer à la bourgeoisie apeurée, la force et la détermination des travailleurs de toutes races, de toutes nationalités, qui partout à la fois dans le monde et le même jour, étaient en grève et en lutte pour revendiquer leur droit à la vie et à la dignité d'homme.

Et cette journée du 1er Mai fut marquée d'incidents sanglants. Partout dans le monde, les polices des gouvernants étaient sur le pied de guerre; dans les rues de violents combats opposaient les grévistes aux troupes. En France même, en 1891, à Fourmies, dans le Pas-de-Calais, une fusillade répondit aux grévistes qui défilaient.

Le 1er Mai 1906, par l'ampleur de sa préparation, fit trembler les bourgeois. Clémenceau mit pratiquement Paris en état de siège; il massa des troupes, fit arrêter les secrétaires de la C.G.T. qui à l'époque ne se contentaient pas de réclamer l'ouverture de négociations autour d'un tapis vert mais prônait la révolution sociale par la grève générale. Et, sur la Bourse du Travail une immense banderole proclamait : « A partir du 1er Mai 1906 nous ne travaillerons que 8 heures par jour . « 8 heures de travail, 8 heures de loisirs, 8 heures de repos ».

Les mots d'ordre des 1er Mai du début du siècle ne se trouvent pas encore réalisés, car l'immense majorité des travailleurs, aujourd'hui encore, en est à travailler plus de 8 heures par jour et à passer deux à trois heures en plus dans les transports. A notre époque où le développement de la productivité permettrait que 30 heures de travail soit un maximum, le gouvernement français a réduit la durée maxima du travail à 54 heures et la C.G.T. qui n'a plus la cambativité d'antan revendique le « retour progressif aux 40 heures » !

Et aujourd'hui surtout, les perspectives que syndicats et partis ouvriers donnaient au prolétariat : l'émancipation totale par l'abolition du patronat et du salariat, le pouvoir aux travailleurs et aux masses opprimées, sont abandonnées.

Cependant, partout dans le monde, sous les régimes les plus sanglants, des opprimés se lèvent le 1er Mai et renouent avec la tradition des combats ouvriers. Chaque année, au Portugal, en Espagne, les travailleurs, les étudiants manifestent, redonnant au 1er Mai sa signification première.

Cette année particulièrement, les Commissions ouvrières espagnoles ont décidé de faire des 30 avril et 1er Mai deux grandes journées de lutte. Bravant la police franquiste, une nouvelle fois, ouvriers et étudiants vont descendre dans la rue. Ils nous montrent l'exemple.

Sommes-nous satisfaits de nos conditions de travail, de nos salaires, des perspectives de chômage auxquelles nous destine cette société ? Alors c'est à nous d'entrer en lutte. Les travailleurs ont déjà bien souvent fait trembler les bourgeois. Ils en sont toujours capables. C'est le seul moyen d'obtenir satisfaction, c'est le seul moyen de réaliser enfin et de surpasser les objectifs des combattants du début du siècle.

Sylvie GRENET.

M. GUENA
A MÉRITÉ LA SURTAXE

DECIDEMENT nos ministres, sous-ministres et autres préfets ne manquent pas d'imagination. Ils fourmillent de projets plus ingénieux les uns que les autres. On connaissait déjà celui, né dans l'esprit d'un préfet de police, qui proposait d'instaurer le paiement du stationnement de nuit. M. A. Guena, ministre des P. et T. a, lui aussi, bien des problèmes : les P. et T. n'arrivent plus à faire face à l'augmentation constante du courrier. Et, comme son collègue de la préfecture, il a son idée : instaurer deux types de distribution du courrier, l'un pour les lettres urgentes, qui, moyennant le paiement d'une surtaxe de 10 à 20 centimes, seraient acheminées dans les 24 heures — c'est-à-dire, souligons-le, dans les délais actuels, mais en payant 33 à 66 % plus cher — l'autre pour les missives ordinaires qui, elles, seraient acheminées selon les possibilités du service, suivant la formule consacrée. Elles mettraient alors deux, trois jours, peut-être plus, pour arriver à leur destinataire.

Les P.T.T. à l'heure américaine. (Tati dans « Jours de fête »). (Ph. Viollet)

M. Guena présente l'impôt P.T.T. 1968. Grâce à cet impôt, on pourra payer les timbres plus cher. (Photo A.F.P.).

Ce projet ne résoudra pas le problème, puisque les effectifs des P. et T. resteront les mêmes, c'est-à-dire notoirement insuffisants, alors que le volume global du courrier va en augmentant. Il risque même de l'aggraver, puisque s'il y a un tri préalable au niveau de l'usager, entre ceux qui paieront ou ne paieront pas la surtaxe, la tâche des employés, dans les bureaux de tri sera amplifiée par l'existence de ce double système. Aboutissant à une régression de service rendu, puisque jusqu'alors le courrier affranchi au tarif normal était acheminé en 24 heures, le plan de M. Guena permettra à l'administration d'arrondir ses recettes. C'était aussi le but du projet du préfet de police. A qui ira la palme ?

On tremble devant tant d'ingéniosité. Ne risque-t-on pas de voir cette équipe à l'imagination pétulante, reconvertir un jour les pigeons de Paris en pigeons voyageurs. Et pourquoi ne profiterait-elle pas, dans un souci d'économie, des nombreuses et fréquentes tournées présidentielles et ministérielles, aux quatre coins du pays, pour acheminer le courrier « selon les possibilités du service ».

De progrès en progrès, d'innovation en innovations, il nous ramèneraient petit à petit à la malle-poste et, pourquoi pas, à la bouteille à la mer ?

Il y a sans doute des coups de tampons quelque part qui se perdent.

J.P.V.

A TÉHÉRAN
UNE MASCARADE TERRIBLE

LA « Conférence Internationale pour les droits de l'Homme » s'est ouverte le 22 avril 1968 à Téhéran. Elle doit être un des événements marquants de 1968, proclamée par l'O. N. U. « Année des Droits de l'Homme ».

La princesse Achraf Pahlevi, sœur du Shah d'Iran, a été appelée à en assurer la présidence.

Johnson, Harold Wilson, Kossyguine ont notamment envoyé des télégrammes de sympathie et c'est le Shah, en personne, qui a ouvert la séance inaugurale.

On croit rêver.

En Iran, les prisonniers moisissent dans les prisons du régime et les assassinats politiques sont monnaie courante.

En Angleterre, Wilson interdit l'accès du territoire britannique aux Indiens du Kenya, citoyens anglais, sous le seul prétexte que ceux-ci ont la peau un peu foncée.

Au Vietnam, Johnson fait massacrer le peuple vietnamien.

Quant à la clique Kossyguine, elle maintient les masses russes sous une féroce dictature bureaucratique.

Et tout ce joli monde s'intéresse ,paraît-il, aux « droits de l'Homme » ?

Il est sûr qu'avec de tels massacreurs comme champions, la « dignité humaine » sera bien défendue en 1968 !

GALA AU PROFIT DES EMPRISONNES POLITIQUES PALESTINIENS

MERCREDI 8 MAI, à 21 h
44, rue de Rennes, Paris-6e
(M° St-Germain-des-Près)

avec

Henri CROLLA
Paco IBANEZ
MARA

Billets : 5 F, à retirer à l'UNEF, 15, rue Soufflot, Paris-5e ou l'A.E.M.N.A., 115, bd St-Michel Paris-5e

VOIX OUVRIERE
Rédaction - Administration :
29, rue de Chateau-Landon, Paris-10e.
Parution hebdomadaire :
En vente le mercredi.
Prix : 1 F.
Abonnement :
6 mois : 15 F.
1 an 25 F
Abonnement de soutien :
6 mois ..... 30 F
1 an ..... 50 F
Tous les envois de fonds doivent être effectués au nom de
Maurice SCHROEDT
C.C.P. PARIS 9424-78
Imprimerie - Composition
Duhen, rue Philippe-de-Girard Paris-18e
Resp. pub. M. Schroedt
Impr. « Rotoffset », 77-Meaux
Distribué par les N.M.P.P.

LUTTE DE CLASSE

N° 14 - Mois d'avril 1968

Au sommaire :

— LE VIETNAM :
UN MAUVAIS TERRAIN POUR LA GUERILLA DE L'EXTREME-GAUCHE CONTRE LE P.C.F.

— DU « VIETMINH » AU « VIETCONG »